

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juli 1993, 10 juni 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur-generaal van Financiën d.d. 2 december 1997,

Besluit :

Artikel 1. Een tegemoetkoming per lid van het gemeentepolitiekorps, dat tussen 1 september 1996 en 31 augustus 1997 heeft deelgenomen aan een cyclus van een wettelijk verplicht gestelde beroepsopleiding die met periodes van actieve dienst wordt gelijkgesteld, wordt toegekend aan de gemeenten die regelmatig hun aanvraag hebben ingediend.

De forfaitaire bedragen van deze tegemoetkoming zijn als volgt vastgesteld :

- 1° BF 233 595 voor de basisopleidingscyclus;
- 2° BF 93 389 voor de cyclus tot het behalen van het getuigschrift van inspecteur van politie;
- 3° BF 98 701 voor de cyclus tot het behalen van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings;
- 4° BF 78 961 voor het eerste of tweede jaar van de opleidingscursus voor het behalen van het brevet van officier van de gemeentepolitie.

Art. 2. Deze uitgaven worden aangerekend op het bijzondere begrotingsartikel waarin artikel 1, § 2^{quater}, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, voorziet.

Brussel, 18 december 1997.

J. VANDE LANOTTE

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires considérées comme périodes d'activité de service, modifié par les arrêtés royaux des 13 juillet 1993, 10 juin 1994 et 10 avril 1995;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur général des Finances, donné le 2 décembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Une intervention est octroyée aux communes ayant régulièrement introduit leur demande, par membre de la police communale ayant pris part entre le 1^{er} septembre 1996 et le 31 août 1997 à un cycle de formation professionnelle légalement obligatoire et considéré comme période d'activité de service.

Les montants forfaitaires de cette intervention sont fixés comme suit :

- 1° FB 233 595 pour le cycle de formation de base;
- 2° FB 93 389 pour le cycle de formation pour l'obtention du certificat d'inspecteur de police;
- 3° FB 98 701 pour le cycle de formation pour l'obtention du brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi;
- 4° FB 78 961 pour la première ou la deuxième année du cours de formation pour l'obtention du brevet d'officier de la police communale.

Art. 2. Les dépenses seront imputées sur l'article budgétaire spécifique institué par l'article 1^{er}, § 2^{quater}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales.

Bruxelles, le 18 décembre 1997.

J. VANDE LANOTTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 156

[S - C - 97/29405]

24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'Enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1^{er} décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981 et par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993, et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1977 et 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias;

Vu le protocole du Comité du secteur IX du 4 juillet 1997

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence

Considérant qu'il importe de désigner les animateurs pour l'Education aux Médias dès le mois de septembre 1997 et de verser les subventions nécessaires sur la dotation du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, il est inséré un article 3*bis*, rédigé comme suit :

Article 3*bis* :

§ 1^{er}. Le Centre est reconnu comme Centre de ressources pour l'Education aux Médias pour l'enseignement organisé par la Communauté française, tel que prévu par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'éducation aux médias.

Les principales missions du Centre dans le cadre de cette reconnaissance sont les suivantes :

1. apporter son concours à la formation de formateurs en Education aux Médias et élaborer des programmes de formation continuée à l'intention des membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental ordinaire et spécial, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et de l'enseignement supérieur pédagogique;
2. veiller à une bonne information des directeurs d'école, des membres de l'inspection, des responsables pédagogiques du réseau de la Communauté française;
3. préparer et animer des réunions de travail dans les établissements scolaires, en référence au projet pédagogique de l'éducation aux médias de l'enseignement de la Communauté française ou au projet d'établissement ;
4. produire des documents à l'intention des bénéficiaires d'une formation continuée dans le domaine de l'Education aux Médias et mettre à la disposition des enseignants formés la documentation et le matériel nécessaire;
5. coordonner des actions pédagogiques avec d'autres organismes concernés par l'Education aux Médias.

Art. 2. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté les mots « article 8 » sont remplacés par les mots « article 13 ».

Art. 3. L'article 5, § 2, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Conseil de gestion se compose :

de l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes, président,

du Directeur général adjoint de la Direction générale de l'Organisation des Etudes, vice-président;

des Inspecteurs généraux;

de l'Inspecteur chargé de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

de l'Inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécial;

d'un Inspecteur coordonnateur des centres psycho-médico-sociaux;

du Directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 24 juillet 1997.

Art. 5. La Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement,

chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 156

[S - C - 97/29405]

24 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continue » voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 13 juli 1973, 19 december 1974, het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij het decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, en bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter- lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit d.d. nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 27 april 1995 en 9 januari 1996;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977, 30 maart 1981, nr. 69 d.d. 20 juli 1982 en nr. 70 d.d. 20 juli 1982 bij het koninklijk besluit van 28 april 1983, bij de herstelwet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten d.d. 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, en bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continue » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van de distributiecentra inzake media-opvoeding.

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX d.d. 4 juli 1997;

Gelet op de wetten van de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het belangrijks is de animators voor media-opvoeding reeds in september 1997 aan te stellen en de nodige toelagen te storten op de dotaties van het "Centre d'autoformation et de formation continue" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 24 juli 1997,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continue » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 oktober 1996, wordt een artikel *3bis* dat luidt als volgt, ingelast :

Artikel *3bis* :

§ 1. Het Centrum wordt erkend als distributiecentrum inzake media-opvoeding voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van de distributiecentra inzake media-opvoeding.

De voornaamste opgaven van het Centrum in het raam van deze erkenning zijn de volgende :

1. tot opleiding van animators voor media-opvoeding bijdragen en programma's inzake voortgezette opvoeding uitwerken voor de personeelsleden van het gewoon en buitengewoon basisonderwijs, van het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs en voor het pedagogisch hoger onderwijs;

2. zorgen voor de goede voorlichting van de schoolhoofden, de inspectieleden en de opvoedkundige verantwoordelijken van het gemeenschapsnet;

3. werkvergaderingen in de schoolinrichtingen voorbereiden en inrichten, met verwijzing naar het opvoedkundig project inzake media-opvoeding voor het gemeenschapsonderwijs of naar het project van de inrichting;

4. documenten produceren die bestemd zijn voor degenen die een voortgezette opleiding volgen inzake de media-opvoeding en de nodige documentatie en materiaal ter beschikking van de leerkrachter stellen;

5. opvoedkundige acties coördineren met andere instellingen die bij de media-opvoeding zijn betrokken.

Artikel 2 : In artikel 5, § 1, lid 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 8" door de woorden "artikel 13" vervangen.

Artikel 3 : Artikel 5, § 2, lid 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :
 « § 2. De Raad van beheer bestaat uit :
 de Administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs, voorzitter,
 de adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Directie van de Organisatie van het Onderwijs,
 de Inspecteurs-generaal;
 de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het Onderwijs voor Sociale Promotie;
 de Inspecteur, coördinator van het buitengewoon onderwijs;
 een Inspecteur, coördinator van de psycho-medisch-sociale centra;
 de Directeur van het "Centre d'autoformation et de formation continuée" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

Art. 2. Dit besluit treedt op 24 juli 1997 in werking.

Art. 3. De Minister-Voorzitster bevoegd voor het Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
 De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap
 bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
 Mevr. L. ONKELINX



F. 98 — 157

[97/29411]

24 JUILLET 1997

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études secondaires dans l'enseignement à horaire réduit

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;
 Vu le décret du 3 juillet 1991, modifié par le décret du 18 mars 1996 et les articles 9 et 10 du décret programme du 24 juillet 1997;
 Vu la délibération du Gouvernement du 24 juillet 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'attestation de capacités acquises visée à l'article 9 du décret du 3 juillet 1991 est libellée conformément au modèle repris à l'annexe 1.

Art. 2. L'attestation de fréquentation visée à l'article 9 du décret du 3 juillet 1991 est libellée conformément au modèle repris à l'annexe 2.

Art. 3. L'attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice visée à l'article 9 du décret du 3 juillet 1991 est libellée conformément au modèle repris à l'annexe 3.

Art. 4. L'attestation de réinsertion dans l'enseignement spécial de plein exercice visée à l'article 9 du décret du 3 juillet 1991 est libellée conformément au modèle repris à l'annexe 4.

Art. 5. L'attestation de compétences intermédiaires visée à l'article 10 du décret du 3 juillet 1991 est libellée conformément au modèle repris à l'annexe 5.

Art. 6. Le certificat de qualification visé à l'article 10 du décret du 3 juillet 1991 est libellé conformément au modèle repris à l'annexe 6.

Art. 7. Le certificat de connaissance de la gestion d'entreprises visé à l'article 12 du décret du 3 juillet 1991 est libellé conformément au modèle repris à l'annexe 7. Le certificat de connaissance de la gestion d'entreprises visé à l'article 12 du décret du 3 juillet 1991 est libellé conformément au modèle repris à l'annexe 7.

Art. 8. Dans les modèles repris en annexe, les numéros entre parenthèses renvoient aux instructions qui figurent en annexe 8.

Art. 9. Le présent arrêté entre en application le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 24 juillet 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
 La Ministre de l'Education,
 Mme L. ONKELINX